

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**LA BANQUE POSTALE LEASING & FACTORING**

Société anonyme à Conseil d'Administration au capital de 275 000 000 €

Siège social : 115 rue de Sèvres - 75275 PARIS Cedex 06

N° de Siret : 514 613 207 00018

**Exercice clos le 31 décembre 2025.****A. — Comptes sociaux au 31 décembre 2025.****I. — Bilan au 31 Décembre 2025.**

(En Euros.)

Actif	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Caisse, banques centrales			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	3.1	286 804 462	510 378 654
Opérations avec la clientèle	3.2	5 864 740 642	5 891 098 773
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme	3.3	410 899	339 512
Parts dans les entreprises liées			
Crédit-bail et location avec option d'achat	3.4	2 626 229 837	2 820 409 623
Location simple	3.5	443 248 163	491 440 682
Immobilisations incorporelles	3.6	15 582 586	15 258 562
Immobilisations corporelles	3.6		752
Autres actifs	3.7	45 437 795	34 079 706
Comptes de régularisation	3.7	30 594 169	24 514 625
<b>Total</b>		<b>9 313 048 551</b>	<b>9 787 520 888</b>

  

Passif	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3.8	7 256 559 789	7 718 538 771
Opérations avec la clientèle	3.9	1 334 075 097	1 416 670 826
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	3.10	269 991 518	253 737 135
Comptes de régularisation	3.10	123 531 200	94 646 645
Provisions	3.11	14 639 836	15 194 005
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
<b>Capitaux propres sociaux (hors FRBG)</b>	3.12	<b>314 251 110</b>	<b>288 733 505</b>
Capital souscrit		275 000 000	275 000 000
Primes d'émission et d'apport			
Réserves		644 900	
Provisions réglementées et subventions d'investissement		674 956	835 499
Report à nouveau		12 253 106	(25 769 823)
Résultat en instance d'affectation		(0)	
Résultat de l'exercice		25 678 148	38 667 829
<b>Total</b>		<b>9 313 048 551</b>	<b>9 787 520 888</b>

## II. — Hors Bilan au 31 décembre 2025

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
<b>Engagements de financement, de garantie et engagements sur titres donnés</b>	<b>745 227 685</b>	<b>765 288 808</b>
Engagements de financement	<b>745 227 685</b>	<b>765 288 808</b>
En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle		
Engagements relatifs aux opérations de crédit-bail	345 632 047	395 018 098
Engagements relatifs aux opérations de CMLT	22 064 266	7 575 477
Engagements relatifs aux opérations d'affacturage	377 531 372	362 695 233
Engagements de garantie		
En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
<b>Engagements de financement, de garantie et engagements sur titres reçus</b>	<b>(3 282 075 028)</b>	<b>(3 175 550 456)</b>
Engagements de financement	<b>(220 512 434)</b>	<b>(316 074 817)</b>
Reçus d'établissements de crédit	(220 512 434)	(316 074 817)
Reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	<b>(3 061 562 594)</b>	<b>(2 859 475 639)</b>
Reçus d'établissements de crédit*	(2 034 961 081)	(1 965 584 337)
Reçus de la clientèle	(1 026 601 513)	(893 891 303)
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		
<b>Autres engagements donnés et reçus</b>		
Autres engagements donnés		
Autres engagements reçus		

## III. — Compte de résultat 2025

(En euros)	Notes	31.12.2025	31.12.2024
<b>Intérêts et produits assimilés :</b>	4.1	<b>48 587 767</b>	<b>79 157 732</b>
Opérations de trésorerie et interbancaires		880 978	18 662 460
Opérations avec la clientèle		47 706 788	60 495 272
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Autres intérêts et produits assimilés			
<b>Intérêts et charges assimilés :</b>	4.1	<b>(152 043 420)</b>	<b>(203 136 696)</b>
Opérations de trésorerie et interbancaires		(152 043 420)	(203 136 696)
Opérations avec la clientèle			
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Autres intérêts et charges assimilés			
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	4.2	720 548 215	726 007 721
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	4.2	(629 006 389)	(651 573 061)
Produits sur opérations de location simple	4.3	273 766 571	305 655 577
Charges sur opérations de location simple	4.3	(247 631 382)	(274 411 776)
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)	4.4	119 055 230	152 181 773
Commissions (charges)	4.4	(7 817 120)	(5 041 861)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire	4.5	23 297 876	20 588 999
Autres charges d'exploitation bancaire	4.5	(21 644 286)	(19 191 156)
<b>Produit net bancaire</b>		<b>127 113 060</b>	<b>130 237 252</b>
<b>Charges générales d'exploitation :</b>	4.6	<b>(63 361 614)</b>	<b>(59 087 658)</b>
Frais de personnel		(25 066 289)	(25 609 848)
Autres charges générales d'exploitation		(38 295 325)	(33 477 810)
Refacturations			
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	4.8	(4 976 803)	(2 649 747)
<b>Autres produits divers d'exploitation</b>	4.9		<b>260 708</b>
Autres produits			260 708
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>58 774 643</b>	<b>68 760 555</b>
Coût du risque	4.10	(19 881 329)	(22 289 560)
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>38 893 314</b>	<b>46 470 994</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	4.11	(39 486)	
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>38 853 828</b>	<b>46 470 994</b>
Résultat exceptionnel			
Impôts sur les bénéfices	4.12	(13 175 680)	(7 803 165)
Dotations nettes au FRBG et aux provisions réglementées			
<b>Résultat net social</b>		<b>25 678 148</b>	<b>38 667 829</b>

Au 31 décembre 2024, la ligne « transferts de charges d'exploitation non bancaires » intégrait les transferts de charges pour 2 307 120 euros. Ceux-ci sont intégrés, au 31 décembre 2025, en ligne « autres charges d'exploitation » suite à la suppression du mécanisme du transfert de charges. (Application du nouveau règlement de l'ANC 2022-06). Cette modification de présentation est sans impact sur le montant présenté au 31 décembre 2024.

**IV. — Notes annexes aux comptes sociaux.****Note 1. – Cadre général.****1.1. Présentation de l'entreprise.**

La Banque Postale Leasing & Factoring société anonyme à Conseil d'Administration, au capital de 275 000 000 euros, a pour objet, dans les conditions déterminées par la législation et la réglementation applicables aux sociétés de financement, conformément à l'article « 2 – Objet social » des statuts de la Société :

- Toutes opérations de crédit-bail mobilier, location avec option d'achat, location financière, location de longue durée, de biens meubles corporels ou incorporels ;
- Toutes opérations de crédit-bail immobilier ;
- Toutes opérations de crédit, réglementées ou non, exclusivement à des clients personnes morales ou entrepreneurs individuels, y compris auto-entrepreneurs ;
- Toutes opérations de mobilisation de créance et d'affacturage ;
- Toutes opérations de courtage en assurances et notamment toutes opérations de présentation d'opérations d'assurance en relation avec les opérations ci-dessus visées.

La Société, créée en septembre 2009, qui s'est transformée en société financière pour donner suite à son agrément par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution le 5 septembre 2011, a progressivement développé son activité.

Détenue à 100 % par La Banque Postale, La Banque Postale Leasing & Factoring est consolidée par le Groupe La Banque Postale lui-même intégré dans les comptes du groupe La Poste.

**1.2. Faits marquants de la période.**

Il est à noter les événements marquants suivants sur l'exercice :

- 3 dossiers de l'activité crédit-bail immobilier ont été résiliés sur la période. Ces biens sont considérés comme étant des immobilisations temporairement non louées (ITNL) de l'activité CBI.
- Renforcement du partenariat avec la société SOLFIZ pour l'activité du crédit-bail mobilier.

**1.3. Evénements postérieurs à la clôture.**

Le conflit au Moyen-Orient est sans impact sur les comptes de l'exercice de la société.

**Note 2. – Principes et méthodes comptables généraux.****2.1. Méthode de présentation des comptes individuels.**

Les comptes de la société ont été établis conformément à la réglementation comptable applicable aux entreprises du secteur bancaire. Les documents de synthèse individuels sont établis en application des dispositions du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables modifié par le règlement n° 2020-10 du 22 décembre 2020.

Les comptes individuels annuels au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 23 mars 2026. Ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 20 mai 2026.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en euro, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts minimes entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

**2.2. Changement de méthode comptable.**

Le règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022, qui modifie le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, a notamment supprimé la notion de transfert de charges. En coordination avec le règlement précité, le règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023, qui modifie le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, a notamment supprimé la terminologie « transferts de charges » des états financiers.

La mise en œuvre de ce règlement conduit à une modification de présentation mineure du compte de résultat décrite dans la note portée au bas du compte de résultat.

**2.3. Principes comptables généraux appliqués.**

A l'exception du point précisé au §2.2 Changement de méthode comptable, les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;
- Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de dépréciations et de corrections de valeur.

Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

## **2.4. Informations sur la présentation des comptes individuels.**

### **2.4.1. Crédit-bail et location avec option d'achat.**

Ce poste recouvre les biens mobiliers et immobiliers loués en crédit-bail et en location longue durée. Les valeurs d'actifs ont été comptabilisées à leur coût historique.

#### **2.4.1.1. Immobilisations données en location – crédit-bail mobilier.**

Les immobilisations données en location dans le cadre de l'activité de crédit-bail mobilier sont constituées de matériel et outillage industriels, de matériel de transport, de matériel de bureau, de matériel informatique et de mobilier, dont la valeur brute correspond à la valeur d'entrée des biens, majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens dans la limite de la dégressivité admise sans pour autant pouvoir être inférieurs au minimum linéaire.

Conformément à l'avis n° 2006.C du Comité d'Urgence du CNC du 4 octobre 2006, les règlements n°2002-10 et 2004-06 du CRC n'ont pas été appliqués pour les immobilisations données en location dans la mesure où ces immobilisations sont retraitées selon la comptabilité dite financière dans les comptes consolidés et que la charge de renouvellement incombe au locataire.

L'avis du Comité d'urgence du CNC n° 2006-C dispose que les immobilisations destinées à une activité de crédit-bail mobilier, immobilier, de location avec option d'achat et de location simple sont enregistrées à l'actif du bilan du bailleur. Pour cette catégorie d'actifs, par dérogation aux règles du PCG sur la comptabilisation des actifs, c'est la notion de propriété juridique qui s'applique et non celle de contrôle. Les immobilisations sont enregistrées pour leur valeur d'entrée et la ventilation des actifs par composants ne s'applique pas chez le bailleur.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

- Agencements et installations : 8 à 10 ans
- Mobilier et matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 à 5 ans
- Matériel et outillage : 4 à 7 ans

Les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles données en location sont portées dans les charges sur opérations de crédit-bail et location avec option d'achat ou de location simple.

Des amortissements comptables et fiscaux de type dégressif ou linéaire sont pratiqués, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables. La technique du saupoudrage s'applique uniquement aux biens en cours de locations amortissables fiscalement en dégressif. Cette technique consiste à utiliser les possibilités fiscales d'amortissement dégressif en saupoudrant la différence entre la dotation linéaire minimale et la dotation dégressive maximale. L'amortissement pratiqué à la clôture de l'exercice est donc égal à l'amortissement linéaire cumulé, augmenté d'un complément compris entre la dotation minimum (amortissement linéaire) et la dotation maximum (amortissement dégressif).

Au 31 décembre 2025, la réserve de saupoudrage est de 101 206 145 euros.

Dans la comptabilité financière, l'encours financier des contrats est substitué aux immobilisations nettes données en location. La différence entre les encours financiers et la valeur nette comptable des immobilisations est représentée par la réserve latente brute.

Au 31 décembre 2025, l'encours financier mobilier s'élève à 1 927 254 352 euros et la réserve latente avant impôts différés est de 496 211 222 euros.

Au 31 décembre 2024, l'encours financier mobilier s'élève à 2 071 147 675 euros et la réserve latente avant impôts différés est de 506 790 791 euros.

Selon les précisions apportées par l'art. 1121-2 du règlement 2014-07, la présentation des comptes regroupe les actifs loués et les actifs temporairement non loués (ITNL) sur la même ligne du bilan.

Les immobilisations temporairement non louées sont valorisées à la valeur nette comptable (VNC) à la date du passage en ITNL ou à la valeur vénale si celle-ci est inférieure, par le biais d'une provision résultant d'un test de dépréciation.

#### **2.4.1.2. Immobilisations données en location – crédit-bail immobilier.**

Les immobilisations données en location dans le cadre de l'activité de crédit-bail immobilier sont notamment constituées de bureaux, entrepôts, hôtels, ensembles immobiliers à usage d'EPHAD ou de soins de suite dont la valeur brute correspond à la valeur d'entrée des biens, majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Conformément à l'avis n° 2006.C du Comité d'Urgence du CNC du 4 octobre 2006, les règlements n°2002-10 et 2004-06 du CRC, qui traitent notamment de l'amortissement par composants des actifs immobilisés, n'ont pas été appliqués pour les immobilisations données en location dans la mesure où ces immobilisations sont retraitées selon la comptabilité dite financière dans les comptes consolidés et que la charge de renouvellement incombe au locataire.

L'avis du Comité d'urgence du CNC n° 2006-C dispose que les immobilisations destinées à une activité de crédit-bail mobilier, immobilier, de location avec option d'achat et de location simple sont enregistrées à l'actif du bilan du bailleur. Pour cette catégorie d'actifs, par dérogation aux règles du PCG sur la comptabilisation des actifs, c'est la notion de propriété juridique qui s'applique et non celle de contrôle. Les immobilisations sont enregistrées pour leur valeur d'entrée et la ventilation des actifs par composants ne s'applique pas chez le bailleur.

La durée d'amortissement retenue est de 20 ans. Les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles données en location sont portées dans les charges sur opérations de crédit-bail et location avec option d'achat ou de location simple.

Pour les immobilisations louées à des tiers présentant un risque de non-recouvrement ou de récupération, LBPLF constitue des dépréciations fondées sur la valeur estimée des biens. Au 31 décembre 2025, le montant des dépréciations attachées aux immobilisations louées est de 3 734 200 euros contre 14 440 568 au 31 décembre 2024. La variation s'explique principalement par le fait que des contrats ont été résiliés au cours de l'exercice. La dépréciation des immobilisations relative à ces biens en ITNL est de 11 660 652 euros. Au 31 décembre 2025, le total des dépréciations est de 15 394 853 euros.

Dans la comptabilité financière, l'encours financier des contrats est substitué aux immobilisations nettes données en location. La différence entre les encours financiers et la valeur nette comptable des immobilisations est représentée par la réserve latente brute.

Au 31 décembre 2025 l'encours financier s'élève à 1 472 302 797 euros et la réserve latente avant impôts différés est de – 243 060 017 euros.

Au 31 décembre 2024 l'encours financier s'élève à 1 601 345 991 euros et la réserve latente avant impôts différés est de – 223 011 613 euros.

Selon les précisions apportées par l'art. 1121-2 du règlement 2014-07, la présentation des comptes regroupe les actifs loués et les actifs temporairement non loués (ITNL) sur la même ligne du bilan.

#### **2.4.2. Immobilisations d'exploitation.**

Les immobilisations d'exploitation comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles utilisées à des fins administratives.

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition augmenté des frais d'acquisition directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation nette de TVA récupérable.

Les immobilisations sont amorties sur la durée de vie probable d'utilisation des biens, selon le mode linéaire.

Les dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation sont inscrites dans les dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

- Agencements et installations : 8 à 10 ans
- Mobilier et matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 à 5 ans
- Matériel et outillage : 4 à 7 ans
- Licences : 1 à 5 ans (SPARC 7 ans)

#### **2.4.3. Créances sur les établissements de crédit et la clientèle.**

Les créances envers les établissements de crédit et la clientèle intègrent notamment les crédits consentis ainsi que les comptes ordinaires débiteurs. Elles sont ventilées d'après leur durée initiale ou leur nature : créances à vue (comptes ordinaires) ou à terme.

Pour certains dossiers de créances à moyen et long terme (CMLT), le risque est porté par la maison mère de LBPLF à travers une garantie donnée en cas de défaut.

En application du règlement CRC n° 2002-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit modifié par les règlements n°2005-03 et 2007-06, dont les termes sont repris par le règlement n°2014-07 de l'ANC dans le titre 2 de son livre II, sont distingués les encours sains et les encours douteux.

Sont classés en encours douteux les créances porteuses d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ou six mois sur des preneurs de crédit-bail immobilier ;
- Lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque de crédit avéré ;
- S'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

En application du principe de contagion, dès lors qu'une créance sur un client est déclassée en encours douteux, toutes ses créances sont déclassées.

Il s'agit d'encours dits « en défaut ».

Les encours douteux deviennent douteux compromis dès lors que les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sains n'est pas envisageable. L'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard à la échéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat.

Les encours d'affacturage identifiés comme impayés techniques ne font plus l'objet d'un déclassement automatique à 90 jours.

Les créances douteuses et douteuses compromises font l'objet d'une dépréciation individuelle (sur la base d'estimation de recouvrement) pour les créances dont le montant individuel est significatif et sur une base statistique dans le cas contraire (taux de provisionnement issu d'une approche collective statistique appliquée individuellement aux contrats).

Le montant de cette dépréciation est comptabilisé en « coût du risque » au compte de résultat et la valeur de la créance est réduite par la constitution d'une dépréciation.

Les clients qui ne sont pas en procédure collective ou dont le contrat n'a pas été résilié peuvent, après régularisation de leurs impayés ayant généré le déclassement initial, être classés à nouveau en encours sains.

Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés et provisionnés en totalité pour la partie non encaissée. Les créances sont inscrites en pertes dès que leur irrécouvrabilité est prononcée. Ce constat est formalisé pour chaque créance.

#### **2.4.4. Titres de participations.**

Les titres de participations sont valorisés à leur coût d'acquisition en incluant les frais accessoires d'acquisition.

L'évaluation des titres de participation s'effectue à chaque arrêté comptable. Elle est calculée par ligne de titres en comparant la valeur comptable la valeur d'utilité. Les capitaux propres, la rentabilité et les perspectives de rentabilité sont pris en compte pour estimer la valeur d'utilité des titres ainsi que les motifs d'appréciation sur lesquels reposaient la transaction d'origine.

Seules les moins-values latentes sont comptabilisées, en résultat, sous forme de dépréciation.

#### **2.4.5. Autres actifs et autres passifs.**

Les autres actifs et passifs sont principalement composés des créances et dettes fiscales, des avances et dettes fournisseurs. Ils comprennent également les différés de paiement accordés et avances preneurs reçus dans le cadre de l'activité de crédit-bail immobilier.

#### **2.4.6. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle.**

Les dettes envers les établissements de crédit et dettes envers la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue (comptes ordinaires) ou à terme. Elles sont évaluées pour leur valeur nominale.

#### **2.4.7. Provisions.**

Les provisions au passif du bilan représentent des passifs dont l'échéance ou le montant sont incertains. Une provision est constituée lorsque la société a une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les dotations et les reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures concernées.

Une provision pour indemnités de départ en retraite est calculée en fin d'année avec l'aide d'une société spécialisée et ajustée en conséquence dans les comptes. Elle utilise la méthode des unités de crédit projetées et intègre les hypothèses d'inflation, de progression future de salaires ainsi que des tables actuarielles permettant de calculer la probabilité de présence des salariés dans la société à l'âge de départ à la retraite.

#### **2.4.8. Produits et charges d'intérêts.**

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les intérêts négatifs sont présentés comme suit :

- Un intérêt négatif sur un actif est présenté en charges d'intérêts dans le PNB ;
- Un intérêt négatif sur un passif est présenté en produits d'intérêts dans le PNB.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

#### **2.4.9. Produits et charges de commissions.**

Les commissions sont comptabilisées en résultat en fonction des services rendus :

- Les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation.
- Les commissions rémunérant des services ponctuels ou rémunérant un acte important sont intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est réalisée ou l'acte exécuté.
- Les commissions considérées comme un complément d'intérêt font partie intégrante du taux d'intérêt effectif.

Conformément à l'avis n°2009-05 du CNC du 2 juillet 2009 repris par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, les commissions d'apport restant à étaler sont reclassées dans le poste « Opérations de crédit-bail et location avec option d'achat » au bilan.

En application du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sur la durée du bail sont intégrés à l'encours concerné.

#### 2.4.10. Impôts sur le résultat.

La Banque Postale Leasing & Factoring fait partie du groupe d'intégration fiscale dont la société mère est La Poste.

La convention d'intégration fiscale retenue est la convention de neutralité. En conséquence, La Banque Postale Leasing & Factoring verse à La Poste, à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe et quel que soit le montant effectif dudit impôt, un montant égal à l'impôt qui aurait grevé son résultat en l'absence d'intégration.

Les économies d'impôts réalisées par le groupe grâce aux déficits ne sont pas réalloués aux sociétés déficitaires intégrées.

Le taux normal de l'impôt est de 25,83 %. À cela s'ajoute une contribution additionnelle exceptionnelle instaurée pour un an par La Loi de finance pour 2025 du 14 février 2025. La contribution est assise sur la moyenne de l'IS dû au titre de l'exercice au cours duquel elle est due et de l'exercice précédent. La contribution 2025 a été comptabilisée en totalité sur l'exercice 2025 pour un montant de 1 877 milliers d'euros.

#### Note 3. – Notes relatives au bilan et hors bilan.

##### 3.1. Prêts et créances sur les établissements de crédit.

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
Comptes ordinaires débiteurs (1)	286 804 360	489 263 424
Comptes et prêts au jour le jour		
Valeurs reçues en pension au jour le jour		
Titres reçus en pension livrée		
Autres valeurs reçues en pension		
Valeurs non imputées		
Créances douteuses		
Créances rattachées		
<b>Total brut</b>	<b>286 804</b>	<b>489 263 424</b>
<b>Dépréciations</b>		
<b>Créances sur les établissements de crédit à vue</b>	<b>286 804 360</b>	<b>489 263 424</b>
Comptes et prêts à terme (2)		21 000 000
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés		
Créances douteuses		
Créances rattachées	101	115 230
<b>Total brut</b>	<b>101</b>	<b>21 115 230</b>
<b>Dépréciations</b>		
<b>Créances sur les établissements de crédit à terme</b>	<b>101</b>	<b>21 115 230</b>
<b>Créances sur les établissements de crédit et assimilées</b>	<b>286 804 462</b>	<b>510 378 654</b>

Les créances sur les établissements de crédits et assimilés enregistrent une baisse de 223M euros passant de 510M euros à 287M euros au 31 décembre 2025. Cette variation s'explique principalement par deux effets :

- La baisse des comptes ordinaires débiteurs pour -202M euros correspondant à une position ponctuelle de fin de mois
- La baisse des comptes de prêts à terme à concurrence de -21M euros qui est en lien avec la modulation des lignes de refinancement en fonction des besoins de l'activité.

3.2. Opérations avec la clientèle.

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
Comptes ordinaires débiteurs		
Prêts à la clientèle financière		
<b>Autres concours à la clientèle</b>	<b>5 919 424 274</b>	<b>5 945 153 909</b>
Dont Crédits de trésorerie	134 652 310	146 594 869
Dont crédits à l'habitat	1 046 788 319	1 127 271 856
Dont affacturage	4 352 989 905	4 222 208 575
Dont crédit équipement	95 861 530	116 770 473
Dont crédits à l'exportation	(0)	7 325 812
Dont autres crédits	273 069 363	303 407 082
Dont opérations de crédit-bail et assimilées		
Dont prêts à la clientèle financière	16 062 847	21 575 242
Valeurs non imputées		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés		
<b>Opérations à la clientèle avant dépréciations</b>	<b>5 919 424 274</b>	<b>5 945 153 909</b>
<b>Dépréciations relatives aux créances à la clientèle</b>		
Sur créances commerciales		
Sur comptes ordinaires débiteurs		
Sur les autres concours à la clientèle	(54 683 632)	(54 055 136)
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>5 864 740 642</b>	<b>5 891 098 773</b>
Dont créances rattachées	19 159 862	23 463 735
Dont créances douteuses brutes	129 650 415	27 513 966,50
Dont créances douteuses compromises brutes	164 913 425	182 147 431,15
Dont créances restructurées saines		

Les créances clients des différents métiers autres que l'affacturage diminuent, et ce en lien avec la baisse de l'activité ou l'arrêt de certains financements dont l'activité a été reprise par LBP.

Les créances clients augmentent, notamment sur l'affacturage classique et la T2A et ce en contrepartie des créances affacturées. L'activité de fin d'année a été dynamique avec un volume de décaissement passant de 2 319 419 174 euros en décembre 2024 à 2 633 596 065 euros en décembre 2025 soit une progression +314M euros.

Les créances douteuses s'élèvent à 294 563 839 euros au 31 décembre 2025 contre 209 661 398 euros au 31 décembre 2024.

Eléments d'actif par durée restant à courir.

Actif (En euros)	<= 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	31/12/2025
Créances sur les établissements de crédit et assimilées	286 804 462				286 804 462
Créances sur la clientèle	2 353 808 300	2 017 989 080	582 370 700	910 572 562	5 864 740 642
Portefeuilles de titres (transaction, placement et investissement)					
Effets publics et valeurs assimilées					
Obligation et autres titres à revenu fixe					
<b>Total</b>	<b>2 640 612 762</b>	<b>2 017 989 080</b>	<b>582 370 700</b>	<b>910 572 562</b>	<b>6 151 545 103</b>

<b>Actif (En euros)</b>	<b>&lt;= 3 mois</b>	<b>3 mois à 1 an</b>	<b>1 à 5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>	<b>31/12/2024</b>
Créances sur les établissements de crédit et assimilées	72 238 043				72 238 043
Créances sur la clientèle	2 357 318 275	1 584 557 247	832 856 229	1 116 367 022	5 903 649 265
Portefeuilles de titres (transaction, placement et investissement)					
Effets publics et valeurs assimilées					
Obligation et autres titres à revenu fixe					
<b>Total</b>	<b>2 429 556 318</b>	<b>1 584 557 247</b>	<b>832 856 229</b>	<b>1 116 367 022</b>	<b>5 975 887 308</b>

### 3.3. Participations et autres titres détenus à long terme.

<b>(En euros)</b>	<b>31.12.2025</b>				<b>31.12.2024</b>			
	<b>Valeur comptable des titres</b>	<b>Avances</b>	<b>Dépréciations</b>	<b>Valeur Nette des titres</b>	<b>Valeur comptable des titres</b>	<b>Avances</b>	<b>Dépréciations</b>	<b>Valeur Nette des titres</b>
Parts cotées								
Parts non cotées								
<b>Parts dans les entreprises liées</b>								
Titres cotés								
Titres non cotés	450 384		39 486	410 899	339 512			339 512
<b>Participations et autres titres à long terme</b>	<b>450 384</b>			<b>410 899</b>	<b>339 512</b>			<b>339 512</b>
<b>Titre et participation</b>	<b>450 384</b>			<b>410 899</b>	<b>339 512</b>			<b>339 512</b>

Participation de 410 098,68 euros dans la Société Solfiz qui gère la location d'usage pour le compte de constructeurs, de concessionnaires et de distributeurs de biens d'équipement industriel dans les domaines de la manutention et du levage, du machinisme agricole, du BTP et du véhicule industriel. Cette participation a été augmentée de 5% en 2025.

Participation de 39 485,59 euros dans la Société Bourbon Supply Investissements qui fournit des services pétroliers et gaziers offshore. La Société assure des services de manutention, de remorquage, d'approvisionnement en matériaux, de transport, de dépollution, de récupération, d'ingénierie, de gestion, d'exploitation, d'inspection, d'entretien et de réparation. Cette participation a été complètement dépréciée dans les comptes 2025.

### 3.4. Crédit-bail et location avec option d'achat.

<b>(En euros)</b>	<b>Brut au 31.12.2024</b>	<b>Augmentations</b>	<b>Diminutions</b>	<b>Brut au 31.12.2025</b>	<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>Net au 31.12.2025</b>	<b>Net au 31.12.2024</b>
<b>Crédit-bail mobilier</b>							
Immobilisations *	2 407 281 648	378 941 574	414 406 176	2 371 817 046	1 345 472 214	1 026 344 832	1 109 699 684
Dont Immobilisations temporairement non louées	21 195 059	16 035 833	11 163 957	26 066 935			
Créances douteuses	21 976 580	2 335 808		24 312 388	13 496 066	10 816 322	10 898 960
Créances rattachées	5 532 522	5 954 395	5 532 522	5 954 395		5 954 395	5 532 522
Dont étalement frais de dossier		(475 480)					
Dont lissage commission d'apport		832 643					
<b>Crédit-bail mobilier</b>	<b>2 434 790 750</b>	<b>387 231 778</b>	<b>419 938 699</b>	<b>2 402 083 829</b>	<b>1 358 968 280</b>	<b>1 043 115 549</b>	<b>1 126 131 166</b>
<b>Crédit-bail immobilier</b>							
Immobilisations	2 713 742 423	234 061 922	273 980 356	2 673 823 989	1 104 291 695	1 569 532 295	1 676 607 327
Dont Immobilisations temporairement non louées		48 069 438		48 069 438	33 799 963	14 269 475	-
Créances douteuses	6 799 128	52 357		6 851 485		6 851 485	6 799 128
Créances rattachées	10 872 001	6 730 508	10 872 001	6 730 508		6 730 508	10 872 001
Dont étalement frais de dossier		(3 158 949)					
<b>Crédit-bail immobilier</b>	<b>2 731 413 553</b>	<b>240 844 787</b>	<b>284 852 357</b>	<b>2 687 405 983</b>	<b>1 104 291 695</b>	<b>1 583 114 288</b>	<b>1 694 278 457</b>
<b>Crédit-bail et location avec option d'achat</b>						<b>2 626 229 837</b>	<b>2 820 409 623</b>

Le montant des immobilisations lié à l'activité de crédit-bail mobilier passe de 2 434 790 750 euros au 31 décembre 2024 à 2 402 083 829 au 31 décembre 2025. Le crédit-bail immobilier passe de 2 731 413 553 euros au 31 décembre 2024 à 2 687 405 983 euros au 31 décembre 2025.

Selon les précisions apportées par l'art. 1121-2 du règlement 2014-07, la présentation des comptes regroupe les actifs loués et les actifs temporairement non loués (ITNL).

Concernant le crédit-bail immobilier, il est à noter la résiliation de trois dossiers pour une valeur brute d'immobilisation de 45M euros.

Les créances rattachées en crédit-bail mobilier comprennent -475 480 euros au titre de l'étalement des frais de dossiers contre -582 596 euros au 31 décembre 2024 et 832 643 euros au titre de l'étalement de commissions d'apport contre 907 328 euros au 31 décembre 2024.

Les créances rattachées en crédit-bail immobilier comprennent également -3 158 949 euros au titre de l'étalement de frais de dossier contre -3 055 562 euros au 31 décembre 2024.

\* : les activations d'immobilisations en cours du crédit-bail mobilier représentent 7 658 247 euros au 31 décembre 2025 contre 8 776 434 euros au 31 décembre 2024.

\*\* : les activations d'immobilisations en cours du crédit-bail immobilier représentent 86 694 223 euros au 31 décembre 2025 contre 89 701 904 euros au 31 décembre 2024.

### 3.5. Location simple.

(En euros)	Brut au 31.12.2024	Augmentations	Diminutions	Brut au 31.12.2025	Amortissements et dépréciations	Net au 31.12.2025	Net au 31.12.2024
Immobilisations*	1 302 196 668	218 171 538	(269 265 296)	1 251 102 910	(831 600 589)	419 502 321	474 964 663
Immobilisations temporairement non louées	12 334 358	17 426 917	(11 455 770)	18 305 505	(15 106 414)	3 199 091	
Créances douteuses	14 309 126	7 773 414		22 082 539	(9 614 170)	12 468 370	7 341 121
Créances rattachées	9 134 898	8 078 380	(9 134 898)	8 078 380		8 078 380	9 134 898
<i>Dont étalement frais de dossier</i>		(62 796)					
<i>Dont lissage commission d'apport</i>		183 126					
<b>Location simple</b>	<b>1 337 975 049</b>	<b>251 450 249</b>	<b>(289 855 964)</b>	<b>1 299 569 334</b>	<b>(856 321 172)</b>	<b>443 248 162</b>	<b>491 440 682</b>

L'activité de ce produit financier connaît une légère diminution (-3% en valeur brute). Les créances rattachées comprennent 183 126 euros au titre de l'étalement de commissions d'apport contre 257 406 euros au 31 décembre 2024. Elles comprennent également -62 796 euros au titre de l'étalement de frais de dossier contre -69 127 euros au 31 décembre 2024.

\* : les activations d'immobilisations en cours représentent 680 352 euros au 31 décembre 2025 contre 3 294 742 euros au 31 décembre 2024.

### 3.4. Et 3.5. Amortissements et dépréciations des immobilisations données en crédit-bail et location simple.

(En euros)	Amort au 31.12.2024	Dotations linéaires	Dotations dégressives	Dépréciations	Reprises et redressements	Cumul	Amort au 31.12.2025
Crédit-bail mobilier	(1 297 581 964)	(73 801 263)	(307 850 052)		329 805 947	(1 349 427 332)	(1 345 472 214)
Immobilisation temporairement non louées		(1 245 022)	(2 951 803)		8 151 943	3 955 118	
Crédit-bail immobilier	(1 037 135 096)	(127 988 391)		(13 476)	94 645 232	(1 070 491 732)	(1 104 291 695)
Immobilisation temporairement non louées		(525 795)		(11 660 652)	(21 613 516)	(33 799 963)	
Location financière	(839 566 363)	(178 903 231)	(53 308 003)		219 007 683	(852 769 914)	(831 600 589)
Immobilisation temporairement non louées		(3 228 760)	(373 083)		9 664 755	6 062 912	(15 106 414)
<b>Total amortissements</b>	<b>(3 174 283 423)</b>	<b>(385 692 462)</b>	<b>(364 482 942)</b>	<b>(11 674 128)</b>	<b>639 662 045</b>	<b>(3 296 470 911)</b>	<b>(3 296 470 911)</b>

3.6. Détail des immobilisations.

(En euros)	01.01.2025	Variation			31.12.2025			31.12.2024		
	Montant Brut	Entrées	Transfert	Sorties	Montant Brut	Amortissements et dépréciations cumulés	Montant Net	Montant Brut	Amortissements et dépréciations cumulés	Montant Net
Autres Immobilisations corp d'exploitation	22 398			(20 988)	1 410	(1 410)		22 398	(21 646)	752
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>22 398</b>			<b>(20 988)</b>	<b>1 410</b>	<b>(1 410)</b>		<b>22 398</b>	<b>(21 646)</b>	<b>752</b>
Frais d'établissement										
Autres immobilisations incorporelles	19 194 781		1 945 647		21 140 428	(8 883 869)	12 256 559	19 194 781	(6 056 341)	13 138 440
Immobilisations incorporelles en cours	2 120 121	3 151 553	(1 945 647)		3 326 027		3 326 027	2 120 121		2 120 121
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>21 314 903</b>	<b>3 151 553</b>			<b>24 466 456</b>	<b>(8 883 869)</b>	<b>15 582 586</b>	<b>21 314 903</b>	<b>(6 056 341)</b>	<b>15 258 562</b>
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>21 337 301</b>	<b>3 151 553</b>		<b>(20 988)</b>	<b>24 467 866</b>	<b>(8 885 279)</b>	<b>15 582 586</b>	<b>21 337 301</b>	<b>(6 077 987)</b>	<b>15 259 314</b>

La variation est liée en majeure partie aux travaux sur nos outils de gestion des métiers de l'affacturage et du crédit-bail immobilier.

3.7. Autres actifs & comptes de régularisation.

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
Charges constatées d'avance	1 146 038	994 980
Charges à payer		
Autres produits à recevoir	25 029 635	19 014 892
Réévaluation des instruments dérivés et de change		
Comptes d'encaissement		
Autres comptes de régularisation	4 418 496	4 504 753
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>30 594 169</b>	<b>24 514 625</b>
Instruments conditionnels achetés		
Gestion collective des Livrets de Développement Durable		
Dépôts de garantie versés	8 000	8 000
Etat, impôts et taxes	19 956 422	7 573 120
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres		
Créances rattachées		
Autres actifs	25 473 373	26 498 586
Dépréciations		
<b>Actifs divers</b>	<b>45 437 795</b>	<b>34 079 706</b>
<b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>	<b>76 031 963</b>	<b>58 594 331</b>

La variation des autres produits à recevoir est liée aux loyers à recevoir de l'activité du crédit-bail immobilier (variation de +500K euros) et à la rémunération du partenariat avec LBP concernant les activités de prêts hypothécaires immobilier et de financement de la promotion immobilière à destination des clients personnes morales (variation de 5,4M euros). Le montant de cette commission s'établit à 19 083 333 euros au 31 décembre 2025 contre 13 658 333 euros au 31 décembre 2024.

Concernant les impôts et taxes, la variation s'explique par un crédit de TVA d'un montant de 6 790 089 euros au 31 décembre 2025 et les acomptes d'IS pour 11 270 348 euros au 31 décembre 2025 contre 3 696 022 euros au 31 décembre 2024. Ce dernier intègre la part relative à la surtaxe Grande Entreprise.

Les autres actifs comprennent en majeure des opérations en attente en lien avec les métiers du Crédit Moyen/Long terme et du Crédit-Bail Immobilier.

**3.8. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés.**

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
Comptes ordinaires créditeurs		6 315 493
Comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension au jour le jour		
Titres donnés en pension livrée		
Autres sommes dues		
Dettes rattachées		
<b>Dettes envers les établissements de crédit à vue</b>		<b>6 315 493</b>
Comptes et emprunts à terme	7 241 505 803	7 695 957 796
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes rattachées	15 053 986	16 265 483
<b>Dettes envers les établissements de crédit à terme</b>	<b>7 256 559 789</b>	<b>7 712 223 278</b>
<b>Dettes envers les établissements de crédit et assimilées</b>	<b>7 256 559 789</b>	<b>7 718 538 771</b>

Les comptes et emprunts à terme sont constitués des emprunts réalisés auprès de la maison mère dans le cadre de l'adossment de l'actif / passif.

**3.9. Opérations envers la clientèle.**

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
Comptes à régime spécial à vue		
Comptes à régime spécial à terme		
Dettes rattachées		
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>		
Comptes ordinaires créditeurs	1 331 952 726	1 413 562 438
Dettes rattachées		
<b>Comptes ordinaires créditeurs de la clientèle</b>	<b>1 331 952 726</b>	<b>1 413 562 438</b>
Emprunts clientèle financière		
Comptes créditeurs à terme		
Valeurs données en pension		
Titres et valeurs donnés en pension livrée		
Autres sommes dues à la clientèle	2 122 371	3 108 388
Dettes rattachées		
<b>Autres dettes envers la clientèle</b>	<b>2 122 371</b>	<b>3 108 388</b>
<b>Operations avec la clientèle</b>	<b>1 334 075 097</b>	<b>1 416 670 826</b>

Les comptes ordinaires créditeurs de la clientèle concernent en majeur l'activité d'affacturage, et plus spécifiquement les comptes courants vendeurs pour 836M euros, les réserves vendeurs pour 424M euros et les garanties vendeurs pour 163M euros.

## Eléments de passif par durée restant à courir.

Passif (En euros)	<= 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	31/12/2025
Dettes envers les établissements de crédit et assimilées	2 007 274 115	482 097 782	2 305 692 652	2 461 495 241	7 256 559 789
Dettes envers la clientèle	1 334 075 097				1 334 075 097
Dettes représentées par un titre					
Emprunts obligatoires					
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables					
Autres dettes représentées par un titre					
Dettes subordonnées					
<b>Total</b>	<b>3 341 349 212</b>	<b>482 097 782</b>	<b>2 305 692 652</b>	<b>2 461 495 241</b>	<b>8 590 634 886</b>

Passif (En euros)	<= 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit et assimilées	1 417 646 666	796 380 494	2 473 008 099	3 031 503 512	7 718 538 771
Dettes envers la clientèle	1 416 670 826				1 416 670 826
Dettes représentées par un titre					
Emprunts obligatoires					
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables					
Autres dettes représentées par un titre					
Dettes subordonnées					
<b>Total</b>	<b>2 834 317 492</b>	<b>796 380 494</b>	<b>2 473 008 099</b>	<b>3 031 503 512</b>	<b>9 135 209 597</b>

## 3.10. Comptes de régularisation &amp; autres passifs.

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
Produits constatés d'avance	56 396 308	59 438 003
Dont crédit-bail	23 825 223	24 932 915
Dont Location financière	5 613 533	6 815 795
Dont Affacturage	26 145 561	27 563 708
Dont CMLT	811 991	125 586
Charges à payer	23 695 316	24 162 510
Réévaluation des instruments dérivés et de change		
Autres comptes de régularisation	43 439 577	11 046 133
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>123 531 200</b>	<b>94 646 645</b>
Instruments conditionnels vendus		
Dettes de titres		
Fournisseurs	44 558 508	25 412 565
Etat, impôts et taxes	16 707 767	18 236 162
Créditeurs divers	208 725 243	210 088 408
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres		
Dettes rattachées		
<b>Passifs divers</b>	<b>269 991 518</b>	<b>253 737 135</b>
<b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>	<b>393 522 718</b>	<b>348 383 781</b>

Les charges à payer représentent essentiellement des provisions pour factures non parvenues à la clôture de l'exercice comptable et des dettes sociales.

Les autres comptes de régularisation correspondent principalement à des opérations en attente d'imputation de l'activité d'affacturage.

Les créditeurs divers correspondent aux avances preneuses reçues dans le cadre d'opérations de Crédit-Bail Immobilier.

**3.11. Provisions.**

(En euros)	31.12.2024	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions non utilisées	Autres variations	31.12.2025
Provisions pour retraites et autres engagements sociaux	1 072 801			(20 492)		1 052 309
Provisions pour réserve latente négative sur crédit-bail mobilier	9 502 730	8 700 021		(9 502 730)		8 700 021
Provisions RH	172 979	15 500		(16 979)		171 500
Provisions pour risques et charges	4 445 495	270 510	-	-	-	4 716 006
Dont affacturage	-	-		-		-
Dont crédit-bail immobilier	634 000	-				634 000
Dont crédit-bail mobilier	3 572 043	-		-		3 572 043
Dont CMLT	239 453	270 510				509 963
Autres provisions	-					
<b>Provisions</b>	<b>15 194 005</b>	<b>8 965 540</b>	<b>-</b>	<b>(9 540 201)</b>	<b>-</b>	<b>14 639 836</b>

En majeure partie composée par la provision pour réserve latente négative sur l'activité du CBM, la provision pour retraite et aux engagements sociaux, les litiges RH et commerciaux.

**3.12. Capitaux propres.**

(En euros)	Fonds pour risques bancaires généraux	Capital	Prime d'émission et d'apport	Réserves légales	Provisions réglementées et subventions d'investissements	Autres réserves et report à nouveau	Résultat social	Total des capitaux propres sociaux
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2023</b>		275 000 000			937 089	(27 527 586)	1 757 763	250 167 266
Affectation du résultat N-1						1 757 763	(1 757 763)	-
Impact changement de méthode comptable provisions retraite								-
Distribution N au titre du résultat N-1								-
Augmentation. Diminution de capital (x)								-
Dotation. Reprise provision réglementée					(101 591)			(101 591)
Résultat N							38 667 829	38 667 829
Autres mouvements								
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2024</b>		275 000 000			835 498	(25 769 823)	38 667 829	288 733 504
Affectation du résultat N-1				644 900		38 022 929	(38 667 829)	-
Impact changement de méthode comptable provisions retraite								-
Distribution N au titre du résultat N-1								-
Augmentation. Diminution de capital (x)								-
Dotation. Reprise provision réglementée					(160 542)			(160 542)
Résultat N							25 678 148	25 678 148
Autres mouvements								
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2025</b>		275 000 000			674 956	12 253 106	25 678 148	314 251 111

Au 31 décembre 2025, le capital social se compose de 27 500 000 actions ordinaires de nominal 10 euros.

Le résultat N-1 a été affecté en report à nouveau, après dotation de la réserve légale.

**3.13. Hors bilan.**

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
<b>Engagements de financement, de garantie et engagements sur titres donnés</b>	<b>745 227 685</b>	<b>765 288 808</b>
Engagements de financement	745 227 685	765 288 808
En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle		
Engagements relatifs aux opérations de crédit-bail	345 632 047	395 018 098
Engagements relatifs aux opérations de CMLT	22 064 266	7 575 477
Engagements relatifs aux opérations d'affacturage	377 531 372	362 695 233
Engagements de garantie		
En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
<b>Engagements de financement, de garantie et engagements sur titres reçus</b>	<b>(3 282 075 028)</b>	<b>(3 175 550 456)</b>
Engagements de financement	<b>(220 512 434)</b>	<b>(316 074 817)</b>
Reçus d'établissements de crédit	(220 512 434)	(316 074 817)
Reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	<b>(3 061 562 594)</b>	<b>(2 859 475 639)</b>
Reçus d'établissements de crédit*	(2 034 961 081)	(1 965 584 337)
Reçus de la clientèle	(1 026 601 513)	(893 891 303)
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		
<b>Autres engagements donnés et reçus</b>		
Autres engagements donnés		
Autres engagements reçus		

\* : Dont engagements reçus de Franfinance SA dans le cadre d'une convention de partage de risque à hauteur de 20% portant sur des opérations de crédit-bail mobilier.

**Note 4. – Notes relatives au compte de résultat.****4.1. Intérêts, produits et charges assimilés.**

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	880 978	18 662 460
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	47 706 788	60 495 272
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe		
Intérêts et produits assimilés sur opérations relatives à des dettes subordonnées		
Autres intérêts et produits assimilés		
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>48 587 767</b>	<b>79 157 732</b>
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	(152 043 420)	(203 136 696)
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		
Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe		
Intérêts et charges assimilées sur opérations relatives à des dettes subordonnées		
Autres intérêts et charges assimilées		
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>(152 043 420)</b>	<b>(203 136 696)</b>

La variation des opérations interbancaires en lien avec notre refinancement, s'explique par l'annulation de contrats l'an dernier, générant ainsi une soulte qui a été reprise à la recreation des contrats. Les produits et les charges s'étant neutralisés.

La baisse des charges s'explique par la baisse des activités.

Les intérêts concernant les opérations avec la clientèle sont liés à l'activité du CMT qui est en run off.

Les produits de l'affacturage en lien avec l'Euribor 3 mois, appelés commissions sur financement sont comptabilisés en produit de commission en note 4.4.

#### 4.2. Produits et charges sur opérations de crédit-bail et assimilés.

##### Produits :

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
Loyers	448 828 444	446 968 674
Indemnités de résiliation, autres produits	17 339 521	14 973 268
Plus-values sur cessions	12 631 275	10 962 595
<b>Produits sur opérations de crédit-bail mobilier et assimilées</b>	<b>478 799 239</b>	<b>472 904 537</b>
Loyers crédit-bail immobilier	208 417 528	219 452 676
Indemnités de résiliation, autres produits	18 950 114	6 432 149
Plus-values sur cessions	12 160 401	27 218 360
Reprise pour dépréciation d'immobilisation	2 220 933	0
<b>Produits sur opérations de crédit-bail immobilier et assimilées</b>	<b>241 748 975</b>	<b>253 103 184</b>
<b>Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées</b>	<b>720 548 215</b>	<b>726 007 721</b>

##### Charges :

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
Dotations aux amortissements	(385 848 140)	(407 631 048)
Autres charges	(9 993 129)	(14 405 506)
Moins-values de cessions	(26 822 652)	(23 947 428)
<b>Charges sur opérations de crédit-bail mobilier et assimilées</b>	<b>(422 663 922)</b>	<b>(445 983 982)</b>
Dotations aux amortissements	(124 195 302)	(150 255 786)
Dotations aux dépréciations	(18 473 784)	(8 277 722)
Autres charges	(4 862 714)	(4 038 351)
Moins-values de cessions	(58 810 667)	(43 017 220)
<b>Charges sur opérations de crédit-bail immobilier et assimilées</b>	<b>(206 342 467)</b>	<b>(205 589 079)</b>
<b>Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées</b>	<b>(629 006 389)</b>	<b>(651 573 061)</b>

Les loyers de l'activité crédit-bail connaissent une légère baisse et notamment sur l'activité de crédit-bail immobilier, en lien avec la décroissance du portefeuille.

Les autres produits comprennent les frais de dossiers qui, conformément à l'avis n°2009-05 du CNC du 2 juillet 2009, sont enregistrées de manière étalée en « produits sur opérations de crédit-bail et location avec option d'achat » et « produits sur opérations de location simple » ainsi que des charges refacturées.

Les autres charges sur opérations de crédit-bail immobilier comprennent des charges refacturées.

Des dépréciations d'immobilisation ont été comptabilisées pour l'activité du crédit-bail immobilier concernant quatre dossiers, dont trois sont résiliés, pour un montant de 18 419 821 euros au 31 décembre 2025 contre 8 227 722 euros au 31 décembre 2024.

#### 4.3. Produits et charges sur opérations de location simple.

##### Produits :

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
Loyers	247 397 566	265 582 079
Indemnités de résiliation, autres produits	7 611 910	7 180 570
Plus-values sur cessions	18 757 096	32 892 928
<b>Produits sur opérations de location simple</b>	<b>273 766 571</b>	<b>305 655 577</b>

**Charges :**

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
Dotations aux amortissements	(235 813 078)	(260 087 383)
Autres charges	(350 587)	(486 983)
Moins-values de cessions	(11 467 717)	(13 837 410)
<b>Charges sur opérations de location simple</b>	<b>(247 631 382)</b>	<b>(274 411 776)</b>

Les produits et les charges sur opérations de location simple diminuent, en lien avec le ralentissement de cette activité.

Les commissions d'apport, conformément à l'avis n°2009-05 du CNC du 2 juillet 2009, sont enregistrées de manière étalée en « charges sur opérations de crédit-bail et location avec option d'achat » et « charges sur opérations de location simple ».

**4.4. Commissions.**

(En euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie et interbancaires	11 934	(5 529 755)	22 530	(2 611 565)
Opérations avec la clientèle	118 573 726	(2 074 282)	152 108 907	(2 281 727)
Opérations sur titres				
Opérations sur instruments financiers à terme				
Prestations de services financiers	469 570	(213 083)	50 337	(148 569)
Opérations de change				
Autres commissions				
<b>Commissions nettes</b>	<b>119 055 230</b>	<b>(7 817 120)</b>	<b>152 181 773</b>	<b>(5 041 861)</b>

La diminution des produits est liée en majeure à l'activité de l'affacturage concernant la CAF et la CSF, qui subissent un effet prix (en lien avec l'évolution de l'Euribor 3 mois) et un effet volume (baisse des encours).

Les charges concernent en majeure les commissions de contre garantie du risque et la variation s'explique par le fait qu'en 2024 il y a eu un boni de liquidation d'une provision sur l'activité du CMT pour 3,4M euros.

**4.5. Autres produits et charges d'exploitation bancaire.**

(En euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Charges refacturées, produits rétrocédés et transferts de charges				
Autres produits et charges divers d'exploitation	23 297 876	(21 644 286)	20 588 999	(19 191 156)
Dotations. Reprises aux provisions autres produits et charges d'exploitation				
<b>Autres produits et charges d'exploitation bancaire</b>				
<b>Montant net des produits et charges d'exploitation bancaire</b>	<b>1 653 589</b>		<b>1 397 843</b>	

Les charges et produits sont constitués en majeure partie des charges et produits refacturés de l'activité CBI.

La variation des charges s'explique également par le fait que l'an dernier il y a eu un boni de liquidation d'une provision COFACE pour 3,2M euros.

**4.6. Charges générales d'exploitation.**

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2024 Retraité
Salaires et traitements	(16 288 444)	(16 055 940)	(16 055 940)
Retraites	(3 583)	(374 733)	(374 733)
Charges sociales	(7 506 202)	(6 888 737)	(6 888 737)
Intéressement et participation	(487 284)	(1 633 737)	(1 633 737)
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunération	(347 929)	(177 492)	(177 492)
Autres frais	(432 846)	(479 208)	(479 208)
<b>Frais de personnel</b>	<b>(25 066 289)</b>	<b>(25 609 848)</b>	<b>(25 609 848)</b>
Assurances	(371 442)	(282 745)	(282 745)
Impôts et taxes	(2 356 237)	(2 623 164)	(2 618 848)
Redevances de crédit-bail			
Honoraires	(10 995 448)	(7 823 091)	(4 532 733)
Sous-traitance	(6 614 100)	(9 418 856)	(9 360 056)
Prestations, études informatiques	(6 109 201)	(4 991 556)	(4 991 556)
Frais d'actes et de contentieux	(197 150)	(33 536)	(33 536)
Loyers, charges locatives	(1 674 885)	(2 207 973)	(2 207 973)
Publicité, relations publiques	(75 497)	(41 870)	(41 870)
Transports, déplacements, missions	(1 345 956)	(917 768)	(917 768)
Formation	(198 119)	(303 952)	(303 952)
Services extérieurs divers	(3 643 533)	(2 608 525)	(2 608 525)
Autres prestations intra-groupe	(4 514 248)	(4 406 560)	(4 406 560)
Autres charges d'exploitation	(199 508)	(125 334)	(90 954)
<b>Autres charges générales d'exploitation</b>	<b>(38 295 325)</b>	<b>(35 784 930)</b>	<b>(32 397 075)</b>
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>(63 361 614)</b>	<b>(61 394 778)</b>	<b>(58 006 923)</b>

Les charges générales d'exploitation augmentent de 3% et s'expliquent en majeure partie dans l'accompagnement de notre croissance et les contributions aux différents projets.

La variation des frais de personnel s'explique en majeure par un boni de liquidation de provisions sur les éléments de rémunération variable (prime, intéressement, participation). Malgré la hausse des effectifs, la masse salariale reste stable.

L'augmentation des autres charges générales d'exploitation s'expliquent en majeure partie dans l'accompagnement de notre croissance et les contributions aux différents projets, notamment Affacturage en devise, Digitalisation CBM et Cassiopae V4.

**4.7. Effectifs.**

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
Personnel fonctionnaire	1	1
Personnel non-fonctionnaire	254	238
<b>Total effectif</b>	<b>255</b>	<b>239</b>
Cadre	155	138
Non cadre	100	101
<b>Total effectif</b>	<b>255</b>	<b>239</b>

**4.8. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.**

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
Dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation	(4 976 803)	(2 649 747)
Dont dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation corporelles	(2 927 528)	(176)
Dont dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation incorporelles		(2 649 571)
Dont dotations aux amortissements des immobilisations- ITNL	(2 103 180)	
Dont dotations / reprises s/immeubles de placement	53 964	
Reprises d'amortissements des immobilisations d'exploitation		
<b>Dotations nettes aux amortissements</b>	<b>(4 976 803)</b>	<b>(2 649 747)</b>
Dotations aux dépréciations des immobilisations d'exploitation		
Reprises aux dépréciations des immobilisations d'exploitation		
<b>Dotations nettes aux dépréciations</b>		
<b>Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles</b>	<b>(4 976 803)</b>	<b>(2 649 747)</b>

La variation s'explique en majeur par l'amortissement du logiciel SPARC qui a été immobilisé pour une durée de 7 ans et par la dotation aux amortissements sur les ITNL.

**4.9. Produits divers d'exploitation.**

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
Autres produits divers		260 708
<b>Autres produits divers d'exploitation</b>		<b>260 708</b>

Au 31 décembre 2024, la ligne « transferts de charges d'exploitation non bancaire » intégrait les transferts de charges pour 2 307 120 euros. Ceux-ci sont intégrés, au 31 décembre 2025, en ligne « autres charges d'exploitation » suite à la suppression du mécanisme du transfert de charges. (Application du nouveau règlement de l'ANC 2022-06). Cette modification de présentation est sans impact sur le montant présenté au 31 décembre 2024.

**4.10. Coût du risque.**

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
<b>Dotations aux dépréciations et provisions pour</b>		
<b>Clientèle</b>	<b>(28 311 822)</b>	<b>(50 424 987)</b>
Dont Affacturage	(2 517 518)	(32 897 710)
Dont Crédit-bail mobilier	(23 129 211)	(17 527 277)
Dont Crédit-bail immobilier	(2 665 094)	
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>(270 510)</b>	<b>(155 053)</b>
Dont Crédit-bail mobilier		
Dont Affacturage		
Dont Crédit-bail immobilier		
Dont Ressources Humaines		
Dont Crédit moyen long terme	(270 510)	(155 053)
Engagements par signature (1)		
Titres d'investissement		
Titres de placement		
Débiteurs divers		
<b>Dotations aux dépréciations</b>	<b>(28 582 332)</b>	<b>(50 580 040)</b>
<b>Reprises sur dépréciations pour</b>		
<b>Clientèle</b>	<b>19 953 620</b>	<b>34 621 213</b>
Dont risques et charges crédit-bail affacturage		
Dont risques et charges crédit-bail mobilier		
Dont créances douteuses crédit-bail mobilier	18 064 599	8 533 760
Dont créances douteuses affacturage	1 889 024	26 087 453
Dont créances douteuses CMLT	(3)	
Engagements par signature (1)		
Titres d'investissement		
Titres de placement		
Débiteurs divers		
<b>Reprises sur dépréciations</b>	<b>19 953 620</b>	<b>34 621 213</b>
<b>Pertes et récupérations</b>		
<b>Pertes sur engagements par signature</b>		
<b>Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des dépréciations</b>	<b>(11 866 128)</b>	<b>(6 370 718)</b>
Dont Crédit-bail mobilier	(10 942 603)	(5 978 597)
Dont Crédit-bail immobilier	(110 694)	
Dont Crédit moyen long terme		
Dont Affacturage	(812 831)	(392 121)
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par dépréciations		
Récupération sur créances amorties	613 511	39 985
Dont Crédit moyen long terme		
Dont Affacturage	5 219	39 985
Dont Crédit-bail Mobilier	608 292	39 985
<b>Pertes et récupérations</b>	<b>(11 252 617)</b>	<b>(6 330 733)</b>
<b>Coût du risque</b>	<b>(19 881 329)</b>	<b>(22 289 560)</b>

Repli du risque lié à l'affacturage nécessitant une moindre dotation aux dépréciations et provisions au 31 12 2025 soit 2 517 518 euros contre 32 897 710 euros au 31 12 2024.

Les pertes sur créances irrécouvrables augmentent avec, notamment, celles sur le crédit-bail mobilier qui passent de 5 978 597 au 31 12 2024 à 10 942 603 au 31 12 2025.

4.11. Résultats sur opérations de portefeuille de placement.

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
Résultat de cession des titres de placement		
Autres produits et charges sur titres de placement		
Dotation. Reprises sur dépréciations des titres de placement et résultat sur opérations de couverture liées	39 486	
<b>Gains ou pertes sur opérations sur titres de l'activité de placement</b>		
Résultat de cession des titres de placement		
Autres produits et charges sur titres de placement		
Dotation. Reprises sur dépréciations des titres de placement et résultat sur opérations de couverture liées		
<b>Gains ou pertes sur opérations sur titres de l'activité de portefeuille</b>		
<b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés</b>	<b>39 486</b>	

4.12. Impôt sur les bénéfices.

(En euros)	31.12.2025	31.12.2024
Impôt sur les sociétés	(13 175 680)	(7 803 165)
<b>Charge d'impôt</b>	<b>(13 175 680)</b>	<b>(7 803 165)</b>
Déficits reportables		3 274 328

Le déficit reportable consommé sur l'exercice était de 3,3M euros contre 30,5M euros en 2024.

LBPLF a été concerné par la contribution exceptionnelle des grandes entreprises, représentant un montant de 1,8M euros.

Note 5. – Informations relatives aux parties liées.

(En euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Montant concernant les entreprises		Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles il existe un lien de participation	Liées	Avec lesquelles il existe un lien de participation
<b>Actif</b>	<b>306 975 008</b>		<b>525 201 425</b>	
Créances sur les établissements de crédit	286 804 360		510 378 358	
Créances clients et comptes rattachés	20 170 648		14 823 067	
<b>Passif</b>	<b>7 268 280 057</b>		<b>7 728 695 696</b>	
Dettes envers les établissements de crédit	7 256 559 789		7 718 538 771	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 720 268		10 156 925	
Dettes subordonnées				

Note 6. – Honoraires des commissaires aux comptes.

KPMG	105 487 € honoraires de commissariat aux comptes
Forvis Mazars	87 838 € honoraires de commissariat aux comptes

Note 7. – Rémunération aux administrateurs.

Il est alloué une rémunération aux administrateurs à titre de jetons de présence de 36 500 €.

**Note 8. – Filiales et participations.**

(En millions d'euros)	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote part du capital détenu (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffres d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulés	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	observations
				Brute	Nette						
<b>A. Renseignement détaillé concernant les filiales et Les participations dont les titres représentent plus de 1 % du capital</b> 1. Filiales (détenues à plus de 50%) 2. Participations (détenues entre 10 et 50%) <b>B. Renseignement globaux concernant les autres filiales ou participations</b> 1. Filiales non reprises au § A a. Filiales françaises b. Filiales étrangères 2. Participations non reprises au § A.											
<b>a. Dans des sociétés françaises</b>	<b>10,90</b>	<b>- 51,37</b>	<b>0,45</b>	<b>0,45</b>	<b>0,41</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>751,84</b>	<b>- 173,47</b>	<b>0,00</b>	
SAS Solfiz, 52 rue Duplex, 44100 Nantes	0,20	0,03	0,41	0,41	0,41	0,00	0,00	18,84	0,23	0,00	Clôture au 30/09/2025
SA SPP, 10 place de Joliette, 13567 Marseille	10,70	- 51,40	0,04	0,04	0,00	0,00	0,00	733,00	- 173,70	0,00	Clôture au 31/12/2024
<b>b. Dans des sociétés étrangères (ensemble)</b>											

**V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.**  
(Exercice clos le 31 décembre 2025).

À l'assemblée générale de la société La Banque Postale Leasing & Factoring S.A.,

**Opinion. –**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société La Banque Postale Leasing & Factoring S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité des comptes.

**Fondement de l'opinion :**

**Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

**Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

**Observation. –** Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 2.1 - Changements de méthodes » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

**Justification des appréciations.** – En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Provisionnement du risque de crédit.** – La Banque Postale Leasing & Factoring constitue des provisions pour couvrir des risques avérés de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers en suivant les principes décrits dans la note 2.4.3. « Créances sur les établissements de crédit et la clientèle » de l'annexe aux comptes annuels. Les notes 3.2 « Opérations avec la clientèle » et 4.10 « Coût du risque » donnent des informations chiffrées sur les encours de crédit, les dépréciations associées et la constitution du coût du risque.

Les dépréciations sont estimées sur une base individuelle pour les créances dont le montant individuel est significatif. Pour les créances dont le montant individuel n'est pas significatif, la dépréciation est estimée sur une base statistique, en retenant un taux de provisionnement issu d'une approche collective statistique appliquée individuellement aux contrats.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, et sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à :

- Prendre connaissance du dispositif de contrôle interne mis en place par la Direction pour identifier les créances douteuses et évaluer le montant des dépréciations sur encours douteux ou contentieux, tester l'efficacité des contrôles clés mis en œuvre pour l'identification des encours douteux ou en contentieux, l'évaluation de la valeur des garanties reçues, les corrects traitements des données dans les outils informatiques métiers et leur déversement en comptabilité et apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses, du processus de revue de crédit, du dispositif de valorisation des garanties,
- Réaliser des analyses contradictoires des montants de provisions sur la base d'un échantillon de dossiers de crédit sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, et apprécier leur correcte actualisation et évaluation dans le contexte économique actuel.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations et du caractère approprié de l'information communiquée dans l'annexe aux comptes annuels.

**Vérifications spécifiques.** – Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

**Rapport sur le gouvernement d'entreprise.** – Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

**Autres informations.**

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### **Rapport au comité des comptes.**

Nous remettons au comité des comptes un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en oeuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux.

Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également au comité des comptes la déclaration prévue par l'article L.823-16 du code de commerce confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité des comptes des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense et Levallois-Perret, le 05 mai 2026.

***Les Commissaires aux comptes.***

**KPMG SA**

Xavier DE CONNICK

Associé

**FORVIS MAZARS SA**

Charles de BOISRIOU

Associé